

HORECA

UN PLAN DE SOUTIEN INSUFFISANT

JANVIER - FÉVRIER 2015

Dépôt Bruxelles X - P401140
www.sdi.be

Dossier

Quel statut choisir
Indépendant ou société?

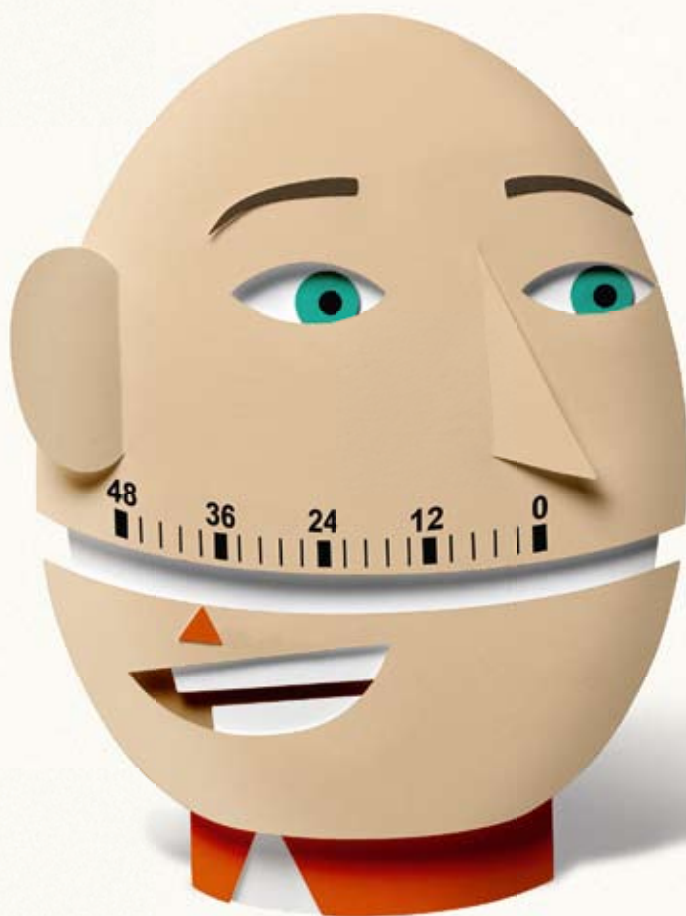
Juridique

Travailler pendant
une incapacité de travail

Moteur

Comment financer
votre nouveau véhicule

Entreprendre n'attend pas. Vos crédits non plus.



ing.be

ING 

Recevez une réponse à votre demande de crédit dans les 48 heures.

En tant qu'entrepreneur, vous avez de nombreux projets. Et parce que vous avez besoin de temps pour les réaliser, vous ne pouvez pas en perdre à attendre un financement. Chez ING, nos banquiers cherchent avec vous la solution qui convient à

vos projets et vous donnent une réponse à votre demande de crédit dans les 48 heures. Parce que si entreprendre est dans vos gênes, vous soutenir doit être dans les nôtres.

ing.be/business

Offre valable pour une demande d'un prêt à tempérament ou une ouverture de crédit à but professionnel. Les conditions générales du crédit sont disponibles dans toutes les agences d'ING. Votre demande de crédit professionnel et l'acceptation éventuelle d'ING Belgique par téléphone ou via businesscredit.be n'impliquent aucun engagement de votre part, ni de la part d'ING Belgique, tant que vous n'avez pas signé de contrat de crédit dans votre agence ING (sous réserve d'acceptation préalable de votre dossier par ING Belgique). Dans 80% des cas, le demandeur de crédit reçoit une réponse à sa demande de crédit dans les 48h à partir du moment où la banque dispose de tous les documents nécessaires. ING Belgique SA – Banque/Prêteur – Avenue Marnix 24, B-1000 Bruxelles – RPM Bruxelles – TVA BE 0403.200.393 - BIC : BBRUBEBB – IBAN : BE45 3109 1560 2789 – Courtier en assurances, inscrit à la FSMA sous le numéro de code 12381A. Editeur responsable : Inge Ampe – Cours Saint-Michel 60, B-1040 Bruxelles.

ING 

EDITO

Enseigner l'entrepreneuriat dès l'école primaire!



BENOÎT ROUSSEAU
Rédacteur en chef

Ambway a récemment publié la cinquième édition de son étude annuelle intitulée "AMWAY Global Entrepreneurship Report 2014" relative à l'entrepreneuriat dans le monde.

L'étude comporte, pour la première fois depuis son lancement, des chiffres spécifiques à la Belgique. En moyenne, presque trois quarts (73%) de la population belge se montre favorable à l'entrepreneuriat.

La Belgique se retrouve ainsi dans les moyennes générales mondiale (75%) et européenne (73%). Plus le répondant est jeune, plus son attitude par rapport à l'entrepreneuriat est positive. Ainsi, les jeunes de moins de 35 ans y sont plus favorables que leurs aînés (83%).

Près d'un Belge sur trois (32%) imagine pouvoir lancer sa propre entreprise. Cependant, seuls 5% des personnes interrogées ont confié être indépendants actuellement. L'écart entrepreneurial est donc important (27%).

"L'enseignement secondaire n'encourage pas du tout l'envie d'entreprendre. Il est primordial d'enseigner l'entrepreneuriat tout au long des études. Des étudiants stimulés et mis en confiance opteront plus facilement pour une carrière d'entrepreneur" explique Bernard Surlemont, professeur d'entrepreneuriat à HEC - Université de Liège.

La majorité des Belges (63%) pense qu'on ne naît pas entrepreneur mais qu'au contraire on le devient grâce à l'enseignement et à l'apprentissage. Trois éléments cruciaux doivent, selon la majorité des Belges, être enseignés pour préparer les personnes à démarrer leur propre entreprise :

- les compétences en leadership et gestion, et capacités rhétoriques (prise de décision, gestion de la clientèle, diriger et motiver les employés) - 47% ;
- l'innovation (techniques de créativité et de résolutions de problèmes) - 44% ;
- les compétences basiques d'entreprise (contrôle financier, marketing,...) - 44%.

Benoît Rousseau



Périodique adressé gratuitement aux membres du SDI, Ad PME et aux associations de commerçants.

Editeur responsable
Daniel Cauwel,
Av. Albert 1er 183, 1332 Genval,
Tél.: 02/652.26.92, Fax: 02/652.37.26,
Site web : www.sdi.be, E-mail : info@sdi.be

Rédacteur en chef
Benoît Rousseau, redaction@sdi.be

Comité de rédaction
Jean-François Dondelet, Ode Rooman,
Marie-Madeleine Jaumotte, Pierre van Schendel

Directeur Juridique
Benoît Rousseau

Mise en page
Florence Mayné, flo.mayne@sdi.be

Collège du S.D.I.
Président : Daniel Cauwel
Vice-Président : Danielle De Boeck
Secrétaire Général : Arnaud Katz

Publicité
Expansion - Carole Mawet,
Tél : 081/55.40.71,
E-mail : carole.mawet@expansion.be

Photographies : iStockphoto
Impression : Corelio

Secrétariat : Béatrice Jandrain, Anne Souffriau

Affiliation - Abonnement
affiliation@sdi.be

04. Actualités

ACTION 09.

Le SDI se bat pour vous !



- 13. **Avancée** - Les pensions des indépendants et des salariés bientôt égales !
- 14. **Plan Horeca** - Le gouvernement adopte un plan de soutien du secteur Horeca
- 16. **Economie** - Le nombre de faillites a baissé de 8,2% en 2014
- 17. **RH** - Contrats de travail : le statut unique un an plus tard...

**DOSSIER**

Entreprendre :
indépendant ou société ?
18.

- 21. **Paiements** - Le SDI visite Worldline : 40 ans d'expérience des transactions électroniques
- 23. **Astuces** - Quatre conseils pour garder votre bureau en ordre
- 24. **Astuces** - E-commerce : tout savoir pour créer votre boutique en ligne

Questions - Réponses

26. "Quelles sont mes obligations en matière d'outplacement?"

29. "Puis-je travailler pendant mon incapacité de travail?"



- 29. **Moteur** - Vous dites "utilitaire"?
- 30. **Moteur** - Comment financer votre nouveau véhicule ?

Internet

Nouveau site pour le gouvernement fédéral



Le gouvernement fédéral a un nouveau site. Il s'agit d'un portail qui offre une vue d'ensemble sur le gouvernement.

Vous y trouverez l'accord de gouvernement et les compétences des différents ministres et secrétaires d'états. C'est aussi une porte d'entrée vers les sites individuels des différents membres du gouvernement.

Le site portail existe en quatre langues :

- www.gouvernement-federal.be
- www.federale-regering.be
- www.foderale-regierung.be
- www.federal-government.be

Personnel de maison

Une brochure explicative

Le Fonds des accidents du travail (FAT) vient de publier une brochure relative à la nouvelle réglementation sur l'occupation de personnel de maison. Dans ce dépliant, le FAT donne un aperçu de la nouvelle réglementation sur le personnel de maison (aides ménagères, homme à tout faire et jardiniers) et de ses conséquences sur le secteur des accidents du travail. Les nouvelles règles s'appliquent depuis le 1^{er} octobre 2014.

Pour les personnes qui emploient du personnel de maison qu'elles rémunèrent au moyen de titres-services, rien ne change. En revanche, pour les personnes qui emploient du personnel de maison qu'elles rémunèrent d'une autre façon, elles doivent payer, en tant qu'employeur, des cotisations ONSS pour ce personnel.

Une éventuelle dispense de l'assujettissement à l'ONSS ne modifie en rien l'obligation de conclure une assurance accidents du travail pour le personnel de maison. Dès que l'on emploie une personne, on doit toujours conclure une police d'assurance contre les accidents du travail.

Formation

58% des Belges connaissent au moins une langue étrangère

Le SPF Economie a rassemblé des informations tirées de différentes sources afin de connaître la tendance en matière de connaissance des langues étrangères des Belges.

En effet, de bonnes connaissances en langues étrangères forment un atout essentiel pour les relations de travail mais également dans le cadre des loisirs, afin d'interagir avec les personnes d'autres pays et d'enrichir son bagage culturel.



Les principales conclusions de ces différentes enquêtes sont les suivantes :

- 58% des 25-64 ans connaissent au moins une langue étrangère;
- l'anglais est la langue la plus connue;
- les adultes suivent principalement des formations linguistiques dans le circuit formel, notamment via des cours du soir;
- 1,5% des adultes ont obtenu leur diplôme dans l'orientation "langues étrangères";
- 28% des entreprises déclarent que les langues étrangères sont importantes.

Difficultés du secteur agricole et horticole

Facilités de paiement pour les cotisations sociales



Pour aider les indépendants des secteurs de l'agriculture et de l'horticulture à faire face aux difficultés causées par l'embargo russe, le gouvernement fédéral a décidé de leur octroyer des facilités de paiement.

Ces facilités ne valent que pour les indépendants à titre principal qui ont une entreprise agricole ou horticole. Sur demande, ces derniers peuvent postposer d'un an le paiement de leurs cotisations du 4^e trimestre 2014 et des 1^{er} et 2^e trimestres 2015, sans que soient portées en compte

des majorations et sans effet sur les prestations.

Concrètement, cela signifie que :

- la cotisation du 4^e trimestre 2014 doit être payée avant le 15 décembre 2015;
- la cotisation du 1^{er} trimestre 2015 avant le 31 mars 2016;
- la cotisation du 2^e trimestre 2015 avant le 30 juin 2016.

Ne sont visées que les cotisations provisoires et définitives, pas les régularisations de périodes antérieures.

L'indépendant concerné doit introduire une demande écrite avant le 1^{er} février 2015 auprès de sa caisse d'assurances sociales. Cette demande doit au moins mentionner :

- le nom, prénom et domicile de l'intéressé;
- le nom et le siège de l'entreprise;
- le numéro d'entreprise.

Attention : si les cotisations concernées ne sont pas payées totalement dans le délai prévu, les majorations sont dues pour les trimestres concernés et les prestations perçues indûment sont récupérées.

Campagne d'inspection

Les boulangers répandent trop de farine dans l'air!

L'inspection du travail (Contrôle du bien-être au travail) a récemment mené une campagne limitée à une trentaine de boulangeries artisanales de la province d'Anvers.

La farine, qui constitue l'ingrédient principal de notre pain quotidien, est moins inoffensive qu'il n'y paraît ! Respirer la poussière de farine provoque l'asthme du boulanger ou farinose. Il s'agit d'une maladie professionnelle bien connue dans le milieu de la boulangerie.

Le Fonds des Maladies professionnelles débourse annuellement plus de 4 millions d'euros en indemnisation des suites de cette maladie professionnelle. Ainsi, chaque année, un millier de boulangers-travailleurs sont indemnisés. Les boulangers indépendants ne bénéficient pas de ce régime d'indemnisation.

30% des boulangeries inspectées ont déjà été confrontées à cette maladie, à un moment ou un autre. Néanmoins, les boulangers en tiennent peu compte au quotidien et continuent à répandre la farine à profusion. Il existe pourtant des techniques qui permettent de réduire radicalement la poussière de farine dans l'air ambiant. Presque partout où elle a été mesurée, la concentration de poussière de farine dans l'air dépassait fortement (jusqu'à plus de 20 fois!) la valeur limite.

Enfin, la moitié des boulangeries ne respectent pas les règles concernant les installations électriques et le danger d'incendie et d'explosion lié à la poussière. L'inspection dispose d'une série de pouvoirs d'action allant de l'avertissement à l'arrêt du travail ou encore le procès-verbal à l'intention des autorités judiciaires. Lors de cette campagne, les inspecteurs n'ont donné, jusqu'à présent, que des avertissements.



4G

Surfer plus vite, mais à quel prix?

Tant en Belgique qu'à l'étranger, tout est mis en place pour permettre les communications via les réseaux de téléphonie mobile de quatrième génération (4G). Cela rend nettement plus rapide la navigation sur internet via les téléphones mobiles (smartphones), les ordinateurs portables et les tablettes.

Alors que des milliers de publications scientifiques sont parues au sujet de l'influence potentielle des champs électromagnétiques de radiofréquence sur la santé, aucune réponse univoque n'a pu être apportée à cette question à ce jour.



Le Conseil supérieur de la Santé estime dès lors que ses recommandations antérieures sont toujours d'application, y compris les limites d'exposition recommandées pour la santé.

Le principe de précaution est un moyen de prévenir des dommages irréparables pour la santé publique.

Des mesures pratiques pour réduire votre exposition à titre de précaution vous sont proposées dans la brochure 'Les champs électromagnétiques et la santé' du SPF Santé publique, Sécurité de la chaîne alimentaire et Environnement.

Véhicule immatriculé à l'étranger au nom d'un employeur

Suppression de l'attestation TVA



Depuis le 1^{er} octobre 2014, l'attestation TVA pour "mise à disposition non imposable" d'un véhicule étranger a été supprimée.

Sont concernés les résidents belges qui utilisent un véhicule (voiture, voiture mixte, minibus, véhicule tout-terrain) immatriculé à l'étranger et mis à leur disposition par leur employeur ou donneur d'ordre étranger (basé en Union européenne).

Ces résidents utilisent ce véhicule principalement pour des raisons professionnelles et doivent également avoir reçu de leur employeur ou donneur d'ordre un contrat de travail ou un ordre.

Depuis le 1^{er} octobre 2014, ils doivent toujours conserver dans leur véhicule :

- une copie de leur contrat de travail ou de l'ordre du propriétaire du véhicule;
- et un document du propriétaire attestant qu'il a mis ce véhicule à leur disposition.

Vous ne devez donc plus demander d'attestation TVA depuis le 1^{er} octobre. Les attestations existantes ont perdu leur valeur.

Pensions minimales des indépendants

L'alignement se poursuit



Le Conseil des ministres fédéral a décidé de poursuivre l'alignement progressif des pensions minimales des indépendants sur celles des salariés, conformément à l'accord de gouvernement.

Le projet prévoit une première augmentation de la pension minimale des indépendants au 1^{er} avril 2015, de 10 EUR au taux isolé et de 7,17 EUR au taux survie. Les pensions minimales seront ainsi portées à 1.071 EUR au taux isolé et à 1.068,17 EUR au taux survie.

L'égalisation complète des pensions minimales des indépendants sur celles des salariés est prévue pour le 1^{er} août 2016.

Retards de paiement

Taux d'intérêt légal au 1^{er} semestre 2015



Pour le 1^{er} semestre 2015, le taux d'intérêt légal applicable en cas de retard de paiement dans les transactions commerciales s'élève à 7,5%, et ensuite 8,5% à partir du 17/03/2015 (contrats conclus avant le 16/03/2013) ou 8,5% (contrats conclus, renouvelés ou prolongés après le 16/03/2013).

Pour l'année 2015, le taux d'intérêt légal s'élève à 2,5%.

Lutte contre le dumping social

Un plan d'action du gouvernement fédéral

Le gouvernement souhaite poursuivre la lutte contre le dumping social et mettre en avant un certain nombre d'autres mesures concrètes. A cet égard, il a approuvé le 5 décembre 2014 un plan d'action qui reprend plusieurs actions politiques conformes au droit européen.

Les lignes de force sont les suivantes :

- une approche intégrée ciblée sur la prévention, la détection, le contrôle et la sanction. Un nombre minimum de contrôles sera défini avec davantage de recours au datamining/ datamatching;
- une approche pertinente : outre une approche nationale, une approche à l'échelon européen sera proposée, avec une affectation maximale des moyens disponibles;
- une approche politique : tant au niveau national qu'au niveau européen, plusieurs initiatives seront prises, en concertation avec les partenaires sociaux et les instances concernées.



Ce plan sera intégré, au début 2015, au plan d'action fédéral de lutte contre la fraude sociale préparé par le Service d'information et de recherche sociale (SIRS).

Inspection sociale

Le rapport annuel est paru

L'inspection sociale du SPF Sécurité sociale a publié son rapport annuel 2013.

Celui-ci explique comment les enquêtes sont menées et quels résultats sont atteints en matière de lutte contre la fraude sociale.

Les enquêtes se sont principalement concentrées sur la lutte contre :

- le dumping social ;
- la fausse indépendance ;
- l'occupation illégale de travailleurs ;
- la fraude en matière de cotisations de sécurité sociale ;
- les différentes formes d'ingénierie sociale.

Les contrôleurs et inspecteurs veillent à la bonne application de la législation sociale par les employeurs.

Ils ont effectué 18.963 contrôles en 2013 (environ 22,5% dans le secteur HORECA, 21,5% dans le secteur de la construction et 19,5% dans les garages et stations-services).

Ces contrôles se font au moyen d'un nouvel outil informatique d'exploration de données qui permet de mieux cibler les interventions en agglomérant et recoupant les facteurs de risque (datamining).

Les montants à régulariser au niveau des cotisations de sécurité sociale ont fortement augmenté (68 millions EUR en 2011, 91,5 millions EUR en 2012 et 133,5 millions EUR en 2013), alors que le nombre de dossiers traités est resté plus ou moins identique.



Ouvrage

"Les responsabilités en matière commerciale"

Le droit commercial, historiquement conçu en marge du droit civil, connaît une forte tension entre particularisme et (r)appel au droit commun, qui s'illustre singulièrement dans le domaine des responsabilités.

Conçu par et pour les praticiens, cet ouvrage éclaire les termes et les enjeux du débat de manière transversale, au départ de quelques problématiques qui font le quotidien de la vie des affaires, comme :

- Comment les mécanismes légaux de responsabilité peuvent-ils être adaptés aux besoins des contrats commerciaux ?
- Quelles sont les sources de responsabilité des dispensateurs de crédit, dont la prudence actuelle est au cœur des débats sur le retour de la croissance ?
- Quand peut-on mettre en cause la responsabilité des fondateurs, associés et dirigeants de sociétés, dans un contexte d'effervescence législative et jurisprudentielle ?
- Quelles sont les répercussions de l'insolvabilité d'une entreprise sur les responsabilités de ses nombreuses parties prenantes ?

Les spécialistes réputés qui ont collaboré à cet ouvrage répondent à l'ensemble de ces questions, à la fois pratiques et cruciales dans une période de crise.

Infos

"Les responsabilités en matière commerciale"

Editions Anthemis, Place Albert I, 9 - 1300 Limal

T. 010 42 02 90 - F. 010 40 21 84 - E-mail : info@anthemis.be.



Mise en vente de contrefaçons

Fermeture de 292 sites web

Une opération douanière de lutte contre la contrefaçon a permis de fermer 292 sites web .be et .eu suspectés de vendre des marchandises contrefaites, principalement de grandes marques et de médicaments.

Cette opération internationale, coordonnée par Interpol, était conduite en Belgique par l'Administration générale des douanes et accises du SPF Finances, d'une part, et l'Inspection économique du SPF Economie, PME, Classes moyennes et Energie, d'autre part.



Le commerce de la contrefaçon est estimé à 7 à 10% du commerce total. Il porte préjudice à l'économie et contribue à la perte d'emplois. Les médicaments de contrefaçon peuvent provoquer des dégâts - parfois mortels - à la santé des consommateurs.

Vous pouvez trouver plus d'informations relatives à la contrefaçon sur le site web www.contrefacon.be du SPF Finances. La contrefaçon sur internet peut être signalée à l'adresse courriel : ecustoms@minfin.fed.be

Centres touristiques

Le travail du dimanche ne s'applique pas toute l'année

La Cour de cassation s'est prononcée sur la portée de l'exception qui autorise le travail du dimanche dans les centres touristiques.

Le travail du dimanche est, en principe, interdit. Il existe toutefois un certain nombre d'exceptions à ce principe.

Ainsi, les magasins de détails ou les salons de coiffure dans les centres touristiques et les stations balnéaires ou climatiques peuvent par exemple occuper des travailleurs le dimanche :

- à partir du 1er mai jusqu'au 30 septembre;
- pendant les vacances de Noël et de Pâques;
- en dehors de ces périodes : pendant 13 dimanches maximum par an.

Il existait des discussions quant au fait de savoir si cette exception devait être appliquée par travailleur, de telle sorte que, de facto, le personnel pouvait être occupé le dimanche pendant toute l'année, ou par employeur.

La Cour de cassation a tranché cette question dans un arrêt du 10 novembre 2014. L'exception doit être appliquée par employeur. Il n'est donc pas possible de faire travailler son personnel tous les dimanches de l'année sur la base de cette exception.

Source : www.claeysengels.be

Travailleurs frontaliers

De plus en plus nombreux!

Le nombre de travailleurs frontaliers a progressé ces dernières années: il y a cinq ans, il était encore de près de 1,5 millions. En 2013, plus de 1,8 millions d'habitants de l'Union européenne étaient concernés, soit 0,8% de la population active.



Un demi-pourcent des Néerlandais actifs habitent dans leur propre pays tout en travaillant en Belgique ou en Allemagne. 43.000 personnes doivent ainsi traverser la frontière pour aller travailler.

C'est ce qui ressort de l'enquête du Bureau central de la statistique. Le travail transfrontalier est relativement important au départ des provinces belges du Limbourg et de Liège. En 2013, cela représentait, respectivement, 5 et 3,5% de tous les actifs. Il s'agit dans bien des cas de personnes de nationalité néerlandaise venues habiter en Belgique, mais travaillant aux Pays-Bas. Les provinces néerlandaises de Zélande et du Limbourg suivent à distance respectable, avec quelque 2% de travailleurs frontaliers.

Brochure

La Belgique en un coup d'œil

La brochure "La Belgique en un coup d'œil" vise à promouvoir l'image de Belgique à l'étranger. Photos à l'appui, elle présente la Belgique comme un pays au patrimoine exceptionnel mais aussi un foyer de designers, artistes, scientifiques et sportifs qui comptent sur la scène internationale. Cette brochure est un excellent média pour faire connaître la Belgique aux étrangers. Elle est disponible en cinq langues: français, néerlandais, anglais, espagnol et portugais et elle peut être consultée sur www.belgium.be.

Obtention d'un financement européen

Un portail unique d'aide aux entreprises

Les entreprises européennes ont aujourd'hui plus de facilité à obtenir les fonds dont elles ont besoin, car la Commission européenne a étendu le portail unique des instruments de financement de l'Union européenne (UE) aux Fonds structurels de l'UE.

Ce portail unique permet aux entrepreneurs et aux PME d'accéder à des informations simples, complètes et actualisées sur la manière d'obtenir un financement au titre de l'un des programmes de l'UE s'étalant sur la période 2007-2013, dont les ressources dépassent 100 milliards EUR. Le nombre de banques et de Fonds auquel le portail donne accès dépasse le millier de partenaires.

Les PME ont ainsi plus facilement accès à des informations vitales sur les moyens de se financer (garanties, prêts et capital-risque).

Agriculture

2014 a été une année difficile



La D.G. Statistique a procédé à des estimations des comptes économiques de l'agriculture belge. D'après ces estimations, il ressort que l'année 2014 se marque par un recul très sensible de la valeur ajoutée brute du secteur agricole par rapport à l'année précédente (-13,1%). Il s'agit de la plus faible valeur ajoutée depuis 2009. La valeur de la production diminue globalement de 6,1%, tandis que les consommations intermédiaires reculent aussi, mais moins fortement (-3,4%).

En ce qui concerne la valeur de la production, ce sont surtout les productions végétales qui régressent. Les productions animales demeurent assez stables. Du côté des productions végétales, le volume total de production est en augmentation (+9%), mais les prix connaissent des baisses importantes. L'indice global des prix pour les productions végétales chute de plus de 20%.

Montants de rémunération prévus par la loi du 3 juillet 1978

Adaptation au 1^{er} janvier 2015

Au 1^{er} janvier 2015, les montants de rémunération prévus par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail ont été adaptés à l'indice général des salaires conventionnels pour employés (Moniteur Belge du 09/12/2014). Les nouveaux montants s'élèvent à:

- 33.203 EUR,
- 66.406 EUR.

Ces montants de rémunération annuelle des travailleurs déterminent:

- la légalité de la clause de non-concurrence des ouvriers et des employés,
- la légalité de la clause d'arbitrage des employés,
- les modalités d'application de la clause d'éco-lage.



Le SDI se bat pour vous...

INDEMNISATION DES INDÉPENDANTS VICTIMES DE CHANTIERS PUBLICS

Le SDI interpelle la Région wallonne

Depuis le 1^{er} janvier 2015, le Fonds de participation a arrêté ses activités d'indemnisation des indépendants victimes de chantiers publics. Ses compétences ont été transférées aux Régions. Contrairement aux Régions bruxelloise et flamande, la Wallonie n'a toujours pas mis en place de système visant à prolonger la mesure. Le SDI estime cette carence inacceptable!

Rappelons que depuis 2007, la loi du 3 décembre 2005 accordait aux indépendants subissant des nuisances à la suite de travaux d'utilité publique effectués sur le domaine public une indemnisation forfaitaire de 75,55 EUR bruts par jour de fermeture.

Pour pouvoir bénéficier de cette indemnité compensatoire, l'entrepreneur devait fermer son entreprise pendant au moins sept jours.

Jusqu'au 1^{er} janvier 2015, c'était le Fonds de participation qui gérait la procédure d'octroi des aides. Il a aujourd'hui totalement arrêté ses activités à la suite du transfert de ses compétences aux Régions. Problème: à l'heure où nous écrivons ces lignes, la Région Wallonne, devenue compétente, n'a toujours rien entrepris pour réactiver la mesure!

Le SDI est outré de cette inaction qui opère en toute discrétion un fameux recul social dans les droits des indépendants victimes des nuisances de chantiers publics. Le SDI a donc interpellé le gouvernement wallon face à une réelle atteinte à la liberté d'entreprise.



NON À LA BOITE NOIRE!

Le SDI soutient le secteur Horeca



Le 27 janvier 2015, le SDI a participé à la manifestation Horeca qui s'est tenue à Bruxelles et qui était destinée à demander au gouvernement des mesures permettant au secteur de compenser l'introduction des caisses intelligentes.

Pour notre part, nous estimons que le système de la caisse enregistreuse munie du module de contrôle fiscal, est une atteinte discriminatoire au secteur Horeca et qu'elle doit être déclarée illégale par la Cour Constitutionnelle, saisie actuellement de recours en ce sens.

Au cas où cette illégalité ne serait pas reconnue, le SDI demande que le SPF Finances accorde un délai supplémentaire pour l'implantation des boîtes noires et des mises à jour des caisses enregistreuses.

Nous voulons des délais de tolérance afin que les exploitants puissent se mettre en ordre et apprécier correctement les conséquences du nouveau système de contrôle.

Enfin, le SDI demande que les contrôles qui prendront cours à partir de 2016 soient orientés vers l'avenir et qu'un accord soit conclu avec le secteur Horeca pour ne pas opérer de chasse aux sorcières.

BAISSE DU PRIX DU PÉTROLE

Le SDI s'oppose au système du cliquet!

Une grande majorité des entreprises membres du SDI estiment que la volonté du gouvernement fédéral de freiner la baisse du prix des carburants par un système de cliquets est une mesure qui ne laisse aucune latitude positive aux milliers d'entreprises belges et au pouvoir d'achat des citoyens.

Cette baisse de prix permet aux entreprises de bénéficier d'une réduction du coût de leurs matières premières, ce qui soutient leurs marges et accroît leur compétitivité.

Pour beaucoup d'entreprises, ce qui ne sera pas dépensé en facture d'énergie pourra être dépensé autrement et relancera ainsi la consommation intérieure.

L'Etat, en se focalisant sur un trop grand interventionnisme, fausse le jeu de la libre économie et pénalise par retour des milliers d'entreprises qui voient dans cette baisse un coup de pouce bienvenu dans le climat économique actuel.

Le SDI demande donc au gouvernement de ne pas utiliser le système du cliquet, qui n'est rien d'autre qu'une taxation déguisée des entreprises et des citoyens.



LE sdi SE BAT POUR VOUS!

REJOIGNEZ-NOUS!

Indépendant & Entreprise



l'avenir

la cotisation des sociétés illégales?

Le Syndicat des indépendants et des PME conseille aux sociétés de stopper leur cotisation à la caisse d'assurance sociale pour indépendants. Elle pourrait être illégale.

Des avis divergent depuis 2012. Le 10 mai, le ministre de l'Économie a annoncé que les sociétés de moins de 250 personnes ne paient pas de cotisation à la caisse d'assurance sociale pour indépendants. Mais pour les sociétés de 250 à 500 personnes, la cotisation est toujours due. Le 10 mai, le ministre de l'Économie a annoncé que les sociétés de moins de 250 personnes ne paient pas de cotisation à la caisse d'assurance sociale pour indépendants. Mais pour les sociétés de 250 à 500 personnes, la cotisation est toujours due.

Des chèques-emploi pour les jeunes SANS DIPLÔME

La ministre Monica De Coninck propose des chèques-travail pour lutter contre le chômage des jeunes.

Monica De Coninck, la ministre de l'Emploi (SPA) propose de créer un système de chèques-emploi pour faciliter l'embauche de jeunes sans diplôme.

La cotisation des sociétés illégales?

Le Syndicat des indépendants et des PME conseille aux sociétés de stopper leur cotisation à la caisse d'assurance sociale pour indépendants. Elle pourrait être illégale.

Des avis divergent depuis 2012. Le 10 mai, le ministre de l'Économie a annoncé que les sociétés de moins de 250 personnes ne paient pas de cotisation à la caisse d'assurance sociale pour indépendants. Mais pour les sociétés de 250 à 500 personnes, la cotisation est toujours due. Le 10 mai, le ministre de l'Économie a annoncé que les sociétés de moins de 250 personnes ne paient pas de cotisation à la caisse d'assurance sociale pour indépendants. Mais pour les sociétés de 250 à 500 personnes, la cotisation est toujours due.

CONCURRENCE

Le SDI réclame un prix unique pour les livres

Le SDI soutient la proposition de loi des députés CD&V visant à imposer un prix de vente fixe sur les livres, comme c'est le cas en France.

Aujourd'hui, la conjoncture est difficile pour les libraires de proximité. Ils doivent en effet faire face à une concurrence très agressive de la grande distribution qui pratique des prix d'appel très bas et qui bénéficie, pour ce faire, de conditions tarifaires très favorables de la part des éditeurs.

Cette stratégie est mortelle pour beaucoup de petits commerces, notamment dans le secteur de la librairie où les grandes surfaces offrent des réductions qui peuvent avoisiner les 40% et sur lesquelles un petit libraire est dans l'impossibilité de s'aligner !

Dans un tel contexte, il est non seulement nécessaire mais aussi urgent que la loi protège les petits opérateurs.

A noter que la pratique des prix d'appel ne se limite pas aux livres. Elle concerne une très large gamme de produits et pénalise donc de nombreux secteurs de la petite distribution. Ainsi, nombre de bouchers

se plaignent que la viande est vendue à prix coûtant dans certaines grandes surfaces.

De même les fleuristes, qui voient non seulement se multiplier les ventes à prix réduit dans les stations d'essence, les grandes surfaces et même dans certaines épiceries.



Chaque jour, la grande distribution continue sa progression, avec pour corollaire une disparition progressive des commerces de proximité. Les clients fréquentent de moins en moins leurs magasins de quartier : ils prennent simplement leur voiture de temps en temps pour aller faire leurs courses en grandes surfaces !

Conséquence : une baisse incessante de la rentabilité des petits commerces, ce qui, par un cercle vicieux, augmente encore leurs coûts d'exploitation, pourtant déjà proportionnellement plus élevés que ceux supportés par les

grandes surfaces.

Pourtant, les commerces de proximité sont d'une importance capitale pour notre environnement. Outre leur poids économique, ils jouent un rôle social primordial en structurant les quartiers et en y amenant l'animation et la sécurité. La proposition de loi permettra aux librairies de quartier de faire face à la concurrence des grands groupes économiques et de continuer ainsi à jouer leur rôle social de convivialité et d'accessibilité.

FISCALITÉ

Le SDI favorable à un "tax shift"

Un "tax shift", c'est un déplacement de la pression fiscale vers d'autres revenus. Selon un sondage réalisé par le SDI, 69% des indépendants et des dirigeants d'entreprise sont plutôt favorables à un glissement de la taxation des revenus du travail vers une contribution plus marquée du capital.



Si le gouvernement le réalise, il sera important de bien baliser ce "tax shift" pour ne pas arriver à des situations iniques où des revenus seraient taxés deux fois, voire trois fois.

Le problème, c'est de savoir ce qu'il faut taxer.

La perspective d'un impôt sur la fortune est mal perçue par beaucoup d'indépendants qui jugent que les fruits du travail sont déjà lourdement imposés via l'impôt sur le revenu mais également via les droits de succession.

Par contre, l'idée des taxes les plus values boursières à court terme (achat et revente dans les 6 mois) est une perspective qui fait son chemin dans le monde des entrepreneurs.

La grande majorité d'entre eux (72%) estiment que la spéculation boursière est la voie à privilégier dans un "tax shift" digne de ce nom.

De même, taxer les comportements contraires à l'environnement est une piste jugée acceptable par beaucoup d'indépendants qui voient dans la fiscalité environnementale un enjeu à privilégier pour la survie de notre planète.

Par contre, augmenter la TVA n'est pas souhaité car cette dernière est souvent difficile à préfinancer, elle grève les achats de stock et elle est parfois difficile à récupérer. De plus, une telle hausse entraînerait une augmentation des prix pour les consommateurs et, par voie de conséquence, un ralentissement de la consommation.

PROLIFÉRATION DES PARAPHARMACIES

Le SDI veut protéger les pharmaciens



Le SDI relaie l'inquiétude de ses membres pharmaciens indépendants quant à l'ouverture de parapharmacies un peu partout dans le pays.

La profession de pharmacien est aujourd'hui en pleine mutation. De grandes chaînes pharmaceutiques tentent d'imposer leur modèle économique. Centrales d'achats puissantes, économies d'échelle, rachat d'officines, politique commerciale agressive, soutien promotionnel... Par ailleurs, la vente par internet commence à se développer.

Le SDI rappelle que notre pays comporte déjà trop de pharmacies (4.985 pharmacies pour 11 millions d'habitants, soit une pharmacie pour 2.200 habitants en 2013). Et voilà que la grande distribution lui enlève encore une part de son chiffre d'affaires!

Pour le SDI, la pharmacie est et doit rester un métier de proximité et de conseil. Notre pays a commis l'erreur de tuer le petit épicier indépendant de proximité au profit de la grande distribution.

Il s'agit, à terme, de la survie de ce métier si important pour notre population...

ENTREPRENARIAT

Le SDI demande une étude sur les délocalisations d'entreprises

Le nombre des entreprises belges prenant la décision de délocaliser leur production à l'étranger est en hausse et justifie qu'un débat soit lancé sur les causes et les conséquences de ce type de phénomène.

Nombreuses sont les entreprises belges qui pointent du doigt un climat entrepreneurial défavorable ayant une influence négative sur leur pérennité à court et moyen terme. Elles sont également de plus en plus nombreuses à estimer qu'une délocalisation de leurs activités pourrait avoir un impact positif sur leur survie dans les prochaines années.

Le SDI estime que le gouvernement fédéral doit d'urgence créer un climat plus propice à l'entrepreneuriat en Belgique alors que des chiffres alarmistes indiquent qu'un pourcentage de l'ordre de 10% de PME pourrait envisager de voguer vers des cieux plus cléments.

Même si de nombreuses entreprises avouent un tempérament casanier et se voient encore actives en Belgique dans les prochaines années, il existe un pourcentage de plus en plus marqué d'entreprises qui commence à se poser la question de la délocalisation (27%).

Les raisons invoquées par les entreprises sont nombreuses. Il y a notamment le coût trop élevé de la main-d'œuvre en Belgique, la fiscalité des entreprises, l'absence ou l'insuffisance d'aides à l'embauche ainsi qu'une carence dans la formation professionnelle.

BAISSE DE CHARGES SUR LES PREMIERS EMPLOIS DES PME

Le gouvernement peut mieux faire!

Le gouvernement fédéral a décidé de réduire les cotisations patronales sur les premiers recrutements des petites entreprises.

La mesure concerne potentiellement 354.000 indépendants, dont certains hésitent à engager leur premier collaborateur, et 160.000 PME qui occupent actuellement entre 1 et 3 personnes, soit 70% de nos entreprises.

C'est évidemment une mesure positive, mais le SDI fait remarquer que ce dispositif n'a rien d'innovant. Il constitue une recette appliquée depuis longtemps par nos gouvernements successifs. Outre le fait que ce cadeau de 50 EUR par trimestre ressort plus de l'anecdote que d'une véritable stratégie de facilitation des premières embauches, le SDI reste sceptique par rapport à ces réductions ponctuelles de charges.

Nous pensons que le véritable problème auquel doivent faire face les PME réside non seulement dans les difficultés d'embauche des premiers travailleurs, mais aussi et surtout dans la difficulté à pérenniser ces embauches dans le temps. Le SDI mise davantage sur des dispositifs d'aide à l'emploi plus larges et par une mesure dite "zéro charges" concernant les entreprises de moins de 5 salariés.

Nous estimons que ce n'est qu'en adoptant des réformes d'envergure que l'on apportera un caractère réellement incitatif à l'embauche dans ce pays.

La majorité des entreprises souhaitent une amélioration de la compétitivité des coûts salariaux belges par rapport aux autres pays de l'Europe et en particulier par rapport aux pays de l'est. Les entreprises souhaitent également une simplification des démarches administratives.



Dans le même ordre d'idées, le SDI salue la proposition de résolution sur le dumping social du député Clarinval qui entend aborder la problématique de la concurrence déloyale des entreprises étrangères et des coûts salariaux entre Etats membres.

Avancée

Les pensions des indépendants et des salariés bientôt égales !

Bonne nouvelle ! Le gouvernement fédéral a décidé d'anticiper partiellement l'égalisation des pensions des indépendants sur celles des salariés. Le 13 février 2015, il a dégagé un budget pour que la mesure entre partiellement en vigueur au 1^{er} avril 2015.

Le principe de l'égalisation complète des pensions des indépendants sur celles des salariés était acquis en vertu de la loi-programme du 19 décembre 2014, mais son entrée en vigueur effective n'était prévue que pour le 1^{er} août 2016.

Ce délai était fort long et le SDI avait regretté le manque de rapidité du gouvernement. Celui-ci a entendu notre appel et a accéléré le timing. Concrètement, il a donc décidé d'augmenter la pension minimum de retraite des indépendants au taux isolé de 10 EUR par mois et la pension de survie de 7,17 EUR par mois dès le 1^{er} avril prochain.



Le Ministre des Classes moyennes, des Indépendants, des PME, de l'Agriculture et de l'Intégration sociale Willy Borsus a salué ce nouveau pas en faveur d'une égalisation totale: *"Je suis heureux d'avoir pu obtenir une égalisation totale des minima de pensions des indépendants sur celles des salariés à l'échéance d'août 2016 et aujourd'hui une anticipation partielle de cette égalisation."*

Il s'agit d'une augmentation certes encore trop modeste, mais toutefois très attendue et appréciée par les personnes concernées. Chaque pas franchi pour revaloriser les minima de pension me paraît important."

Par ailleurs, cette bonne nouvelle vient s'ajouter aux mesures prises la semaine précédente avec l'utilisation de l'enveloppe bien-être. Pour rappel, le montant des enveloppes "bien-être" pour 2015 et 2016 sont respectivement de 319,5 et 627,2 millions EUR.

Elles permettent de mener des ajustements quant aux montants, limites et plafonds de plusieurs prestations sociales. Près d'un demi-milliard EUR sera consacré à la revalorisation des pensions sur la période 2015-2016, soit plus du double du montant réservé aux pensions sur la période 2013-2014 !

Voici les prochaines étapes de l'augmentation de la pension minimum, en tenant compte des adaptations au bien-être :

Situation actuelle

	Montant actuel mensuel	Montant mensuel salarié	Différence mensuelle
Pension minimum taux ménage	1.403,72 EUR	1.403,72 EUR	0 EUR
Pension minimum taux isolé	1.060,94 EUR	1.123,33 EUR	62,39 EUR
Pension de survie	1.060,94 EUR	1.105,67 EUR	44,73 EUR

1^{er} avril 2015

	Montant mensuel	Montant mensuel salarié	Différence mensuelle
Pension minimum taux ménage	1.403,72 EUR	1.403,72 EUR	0 EUR
Pension minimum taux isolé	1.070,94 EUR	1.123,33 EUR	52,39 EUR
Pension de survie	1.068,11 EUR	1.105,67 EUR	37,56 EUR

1^{er} septembre 2015

	Montant mensuel	Montant mensuel salarié	Différence mensuelle
Pension minimum taux ménage	1.431,79 EUR	1.431,79 EUR	0 EUR
Pension minimum taux isolé	1.092,36 EUR	1.145,80 EUR	53,44 EUR
Pension de survie	1.089,47 EUR	1.127,78 EUR	38,31 EUR

1^{er} août 2016

	Montant mensuel	Montant mensuel salarié	Différence mensuelle
Pension minimum taux ménage	1.431,79 EUR	1.431,79 EUR	0 EUR
Pension minimum taux isolé	1.145,80 EUR	1.145,80 EUR	0 EUR
Pension de survie	1.127,78 EUR	1.127,78 EUR	0 EUR

Nouveau plan de soutien de l'horeca

Un emplâtre sur une jambe de bois !

Ce 6 février, le gouvernement fédéral a adopté un "Plan Horeca 2015". L'objectif est de simplifier et d'harmoniser les systèmes d'heures supplémentaires, de travail occasionnel et de flexi-jobs. Malheureusement, pour le SDI, ce plan n'est qu'un emplâtre sur une jambe de bois quand on sait que la boîte noire et les mesures de lutte anti-fraude vont provoquer un véritable séisme pour tout le secteur.

Dans notre pays, l'horeca est un secteur économique important, à fort coefficient de travail, caractérisé par une flexibilité élevée. Il représente 55.000 établissements, 120.000 travailleurs salariés souvent peu qualifiés et 40.000 indépendants.

Un secteur qui mérite une attention particulière dans un contexte de crise difficile, mais certainement pas celle d'être cloué au pilori comme bouc émissaire de la lutte anti-fraude. Discrimination, mesures intimidantes et invasives, non respect de la vie professionnelle de milliers d'exploitants, stigmatisation et lynchage public, autant de qualificatifs que le SDI utilise pour dénoncer l'illégalité du système des caisses enregistreuses que le gouvernement entend imposer au secteur.

Caisses blanches

Le secteur horeca belge se caractérise par sa qualité élevée et sa renommée internationale. Qu'il s'agisse de restaurants, de cafés, de brasseries ou d'hôtels, l'offre d'établissements de qualité est vaste et reconnue par une clientèle nombreuse.

Mais sous le prétexte d'un assainissement du secteur et en contrepartie d'une baisse de la TVA à 12% sur les services de restaurant et de restauration, le gouvernement lui a imposé une mesure inédite, le financement à un coût exorbitant d'un système de contrôle dont la légalité est très douteuse.

Pour asseoir une mainmise sur le secteur, l'obligation a été introduite pour tous les établissements horeca dont le chiffre d'affaires lié à l'alimentation est supérieur à 10% de :

- s'inscrire en tant que futur utilisateur d'une caisse blanche avec boîte noire auprès du SPF Finances au plus tard pour le 28 février 2015 ;
- de l'installer pour le 1^{er} janvier 2016 au plus tard.

À partir de 2016, l'administration fiscale contrôlera la présence et l'utilisation de cette caisse obligatoire.

A l'heure où nous écrivons ces lignes, environ 9.000 établissements horeca ont déjà adopté la caisse ou se sont enregistrés.



En d'autres termes, environ 31.000 établissements doivent encore enregistrer la caisse dans les semaines à venir... Le gouvernement rappelle qu'il tient à garantir la viabilité du secteur horeca qui a un rôle économique et sociétal. C'est le bourreau qui rassure sa victime !

Réductions de charges supplémentaires

Dans le nouveau plan de soutien qu'il vient d'adopter et que le SDI réclamait à corps et à cris depuis des mois, le gouvernement s'est engagé à concrétiser en 2015 trois mesures de réduction des charges, à savoir :

- le système actuel des heures supplémentaires peu coûteuses sera étendu, pour les établissements horeca avec une caisse enregistreuse, de 180 à 360 heures supplémentaires peu coûteuses par an ;
- un régime plus souple de travail occasionnel : le système actuel de travail occasionnel passera de 100 jours à 200 jours par établissement horeca par année ;
- un système de flexi-jobs est mis en place. Les flexi-jobs sont clairement délimités. Il s'agit de personnes qui ont un travail principal d'au moins 4/5, et qui paient des charges sociales complètes. Ils peuvent gagner un extra dans l'horeca, afin de contribuer à gérer les périodes chargées. Sur ce travail, seules 25% de cotisations patronales libératoires de l'ONSS doivent être payées.

Il n'y a pas que l'emploi !

De tout temps, le SDI s'est évertué à clamer que la faiblesse du secteur horeca ne réside pas seulement dans les difficultés liées à l'embauche et au maintien de l'emploi dans le secteur, comme le laisse penser le plan de réduction des charges sociales concocté par nos élus, mais que bien d'autres difficultés pénalisent la pérennité des exploitants et les amènent à des dérives involontaires.

Pour le SDI, la pénibilité du travail, une concurrence exacerbée, un contexte économique difficile et incertain ainsi qu'une inflation des charges réglementaires, fiscales et sociales devraient être pris en compte dans le cadre d'un véritable plan de soutien du secteur horeca.

La TVA, avec trois taux différents pour un seul secteur, est une charge difficilement répercutable sur les prix et commande d'aller plus loin dans l'allègement des taux sur des services de première nécessité.

La fréquentation du secteur étant en berne, des mesures sont aujourd'hui attendues en termes de stimulation du consommateur, comme une déductibilité accrue des notes de restaurants, tant pour le professionnel que pour le consommateur privé.

Par ailleurs, l'horeca est un secteur fortement énergivore. Ne pas prendre en compte la facture énergétique dans le cadre d'un plan de soutien global est une ineptie similaire à celle de demander à un cheval affamé d'avancer jusqu'à la ligne d'arrivée.

Enfin, imposer au secteur des mesures de lutte contre la fraude justifierait qu'un levier retour, à hauteur de 10% des gains du trésor, soit réinvesti dans les politiques de soutien du secteur.

Calendrier

En attendant, un agenda a été mis en place par le gouvernement pour l'implémentation des mesures de son plan :

- février/mars : groupes de travail inter-cabinets en vue d'approuver des lois et des arrêtés royaux en première lecture en Conseil des ministres ;
- avril/mai : concertation sociale sur ces projets de mesures au sein de la commission paritaire et du Conseil national du travail ;



INDEPENDANT & ENTREPRISE
Le magazine du SDI



- juin : deuxième lecture au Conseil des ministres ;
- au plus tard le 1^{er} octobre : mise en œuvre des réductions de charges supplémentaires et des autres mesures d'accompagnement. L'objectif sera de faire entrer en vigueur plusieurs mesures dès le 1^{er} juillet.

Une Charte sera par ailleurs conclue avec les services d'inspection fiscale et sociale afin que ceux-ci n'utilisent pas l'officialisation des emplois dans le secteur au moyen des caisses blanches en 2016 pour effectuer des contrôles systématiques sur le passé, pour préciser l'espace d'utilisation des informations recueillies, etc.

En résumé, le gouvernement estime, d'une part, qu'il faut sensibiliser le secteur au fait que l'enregistrement des caisses blanches d'ici au 28 février 2015 est une obligation légale, mais qu'en contrepartie il va mettre en place des nouvelles réductions de charges et une flexibilité d'ici au 1^{er} octobre 2015.

Pour sa part, le SDI n'entend pas laisser tomber le secteur et a dès à présent mis au point une réponse aux investigations que le fisc entendra mener sur le terrain. Non seulement, la légalité des contrôles sera scrupuleusement examinée, mais les amendes éventuelles seront systématiquement contestées.

L'objectif final du SDI est de voir aboutir les recours en illégalité introduits contre les mesures de lutte antifraude appelées de manière détournée "système de caisse enregistreuse" pour rendre son honneur à tout un secteur.

Economie

Le nombre de faillites a baissé de 8,2% en 2014

En 2014, 11.294 entreprises ont fait faillite, indique le baromètre Graydon. Cela représente une baisse de 8,2% par rapport à 2013. Mais l'euphorie n'est toutefois pas de mise : 2014 reste une année record, à une près, pour ce qui concerne le nombre d'entreprises en faillite.

La diminution du nombre de faillites en 2014 s'explique par différents facteurs. Eric Van den Broele, Senior Manager Research & Development chez Graydon : "Tout d'abord, on observe une forte baisse du nombre de faillites prononcées par des tribunaux du commerce bruxellois. Ce qui s'explique par la grande 'opération de nettoyage' menée par ces tribunaux en 2013, année où de nombreux établissements horeca et petites entreprises de services publics peu saines ont été liquidés. Ce qui a exercé un effet positif sur le nombre de faillites en 2014. À Bruxelles, 20,8% (ou 94) établissements horeca de moins ont fait faillite, tandis qu'en Flandre (-72) et en Wallonie (-38) la baisse dans le secteur horeca n'était que de respectivement 6,7% et 5,7%."

La diminution du nombre de faillites s'explique aussi par la reprise économique limitée à l'échelon international de nos secteurs sensibles à l'exportation et à l'importation, et par l'adaptation de la législation sur la continuité des entreprises (ex-concordat) en août 2013.



Dans la Région flamande, cela a même été le cas de 22,3% des entreprises. L'année écoulée, 22 entreprises employant plus de 100 travailleurs ont fait faillite. En 2013, elles étaient au nombre de 12, et de 15 en 2012.

A noter par ailleurs que la crise économique impacte toujours la situation sociale des petits acteurs économiques : le nombre d'indépendants sollicitant une dispense de cotisations sociales en raison de problèmes financiers est en hausse constante. En cinq ans (2008-2013), on constate une augmentation globale de 48%. Rien qu'entre 2012 et 2013, il y a eu un accroissement de près de 20%.

Une réelle politique de relance est nécessaire

A la lecture de tous ces chiffres, le SDI constate que la situation économique sur le front des petites entreprises reste très fragile et que les perspectives économiques ne sont toujours pas à la hausse. Les carnets de commandes sont toujours difficiles à remplir et même si une certaine confiance de la consommation semble s'affermir, le mot d'ordre n'est pas à la satisfaction.

Le taux de survie des entreprises est au plus bas depuis la crise économique et les faillites se succèdent encore de manière trop rapide.

Certains secteurs sont plus particulièrement touchés comme la construction, le commerce et l'Horeca.

Le SDI demande que nos autorités fédérales et régionales ne s'enferment pas dans une politique d'austérité qui risque d'aggraver la crise sociale et de créer encore plus de freins à la reprise. Un juste milieu doit être trouvé entre l'équilibre budgétaire et une politique de relance digne de ce nom.



La crise toujours présente

Bien que 2014 ait connu une forte diminution du nombre de faillites, des signaux sérieux restent néanmoins perceptibles.

En décembre 2014, davantage d'entreprises ont fait faillite qu'en décembre 2013. Fait marquant aussi : plus de grandes entreprises, bien établies, ont fait faillite. 18,79% des entreprises ayant fait faillite en 2014 avaient plus de 20 ans. Un chiffre encore jamais vu.

Contrat de travail

Le statut unique, un an plus tard...

Un peu plus d'un an après l'entrée en vigueur du statut unique le 1^{er} janvier 2014, 66% des responsables RH déclarent opérer conformément à la nouvelle législation. Cette mise en conformité ne s'est toutefois pas déroulée sans mal: selon 65% des employeurs, l'application de la nouvelle législation dans leur entreprise a représenté un sérieux défi!

Près de la moitié (46%) des responsables RH belges ont constaté un allongement du processus de recrutement depuis l'introduction du statut unique. C'est qui ressort d'une enquête indépendante réalisée auprès de 200 responsables RH belges à la demande de la société de recrutement Robert Half.

Recrutements plus longs

Frédérique Bruggeman, Managing Director Robert Half Belux: *"Depuis la suppression de la période d'essai et l'introduction de nouvelles règles en matière de préavis, les entreprises consacrent de plus en plus de temps au processus de recrutement car elles veulent être sûres de leur choix. Mais en faisant ainsi traîner ce processus en longueur, elles courent le risque de passer à côté d'excellents candidats, ceux-ci ayant souvent le choix parmi plusieurs offres d'emploi."*

Plus d'un quart (28%) des responsables RH engagent davantage de professionnels intérimaires depuis l'entrée en vigueur du statut unique. Le recours aux étudiants pour des missions temporaires est également populaire auprès de 22% d'entre eux. L'intérim constitue dans bien des cas une étape intermédiaire vers un contrat permanent. 13% des répondants indiquent en effet engager des professionnels temporaires dans l'intention de leur offrir un contrat fixe s'ils répondent aux attentes.

Travailleurs temporaires

"Depuis l'introduction du statut unique, les entreprises font de plus en plus appel à des travailleurs temporaires en raison de la flexibilité de cette formule. Si le collaborateur satisfait à leurs attentes, la mission temporaire débouche souvent sur un engagement fixe. L'employeur peut ainsi non seulement tester les aptitudes professionnelles de sa nouvelle recrue, mais aussi s'assurer de sa compatibilité avec la culture d'entreprise avant de lui proposer un CDI", explique Frédérique Bruggeman. Certaines entreprises ont décidé de geler les recrutements à cause du statut unique: 18% des recruteurs préfèrent répartir la charge de travail (additionnelle) entre les effectifs existants plutôt que d'engager des renforts. Seuls 13% des responsables RH ne sont pas



influencés dans leur politique de recrutement par le statut unique. La question suivante a été posée à 200 responsables des ressources humaines belges: *"Comment la loi sur le statut unique – qui a supprimé la période d'essai et introduit de nouvelles règles en matière de délais de préavis – a-t-elle influencé votre politique de recrutement?"*

La loi n'a pas eu d'influence sur notre politique de recrutement	13%
Nous engageons des professionnels temporaires dans l'intention de leur offrir un contrat fixe s'ils répondent à nos attentes	13%
Nous avons gelé les recrutements et répartis la charge de travail entre les employés existants	18%
Nous engageons davantage d'étudiants pour les missions temporaires	22%
Nous engageons davantage de professionnels temporaires	28%
Le processus de recrutement des collaborateurs permanents s'est allongé	46%

Source : enquête Robert Half

Suivi plus rigoureux

Le statut unique n'influence pas seulement la politique de recrutement. 45% des responsables RH surveillent aussi de plus près les activités de leurs collaborateurs.

Le suivi et la gestion des performances font donc l'objet d'une attention plus soutenue de la part des entreprises.

Législation mal respectée

Même si la majorité (66%) des entreprises confirment avoir pris les mesures nécessaires dans le cadre du statut unique, 16% des responsables RH reconnaissent que leur entreprise n'a pas encore procédé aux adaptations requises. 18%, soit environ un responsable RH sur cinq, ne sont même pas certains que leur entreprise soit conforme à la législation.



Quel statut choisir

Indépendant ou société ?

Vous comptez développer votre propre activité professionnelle. Votre première initiative sera de choisir la structure juridique la mieux adaptée à vos projets. Deux options s'offrent à vous :

- l'entreprise individuelle (indépendant en personne physique);
- la société (personne morale).

Chaque formule présente des avantages et des inconvénients et votre choix aura des conséquences importantes sur la vie de votre entreprise.

Parmi les critères en jeu, on peut citer:

- le type d'activité envisagée ;
- le nombre de personnes qui y participeront ;
- l'organisation dont on veut disposer ;
- les capitaux disponibles ;
- la responsabilité financière des associés ;
- le régime fiscal le plus approprié, etc.

Voici les caractéristiques principales d'une entreprise individuelle et d'une société...

Constitution et fonctionnement

Entreprise individuelle

Une entreprise individuelle représente la manière la plus simple d'exercer une activité indépendante:

- elle ne nécessite pas la rédaction de statuts, ni de capital minimum de départ;
- les coûts de constitution et de fonctionnement sont faibles;
- l'entrepreneur peut débiter rapidement son activité;
- il est le seul maître à bord et peut prendre les décisions qui s'imposent pour l'exercice de son activité sans devoir consulter d'autres associés;
- la comptabilité à tenir est en règle générale simplifiée.

Société

La fondation d'une société réclame, selon les cas :

- l'intervention d'un notaire;
- un capital minimum;
- un plan financier;
- la rédaction de statuts;
- un rapport de réviseur d'entreprises.

Une société dispose d'une personnalité juridique distincte qui lui confère des droits propres ainsi que des obligations. Par ailleurs, la

cessation de l'activité et la liquidation d'une société occasionnent également des frais.

En ce qui concerne le fonctionnement d'une société:

- le volume de travail administratif, de formalités et d'obligations juridiques est plus important que dans une entreprise individuelle;
- les obligations comptables sont plus nombreuses (tenue d'une comptabilité complète, dépôt des comptes annuels à la Banque nationale...);
- il faut tenir compte des organes de la société (conseil d'administration, assemblée générale...) sans lesquels aucune décision importante ne peut être prise.

Responsabilité

Dans une entreprise individuelle

Dans une entreprise individuelle, il n'y a pas de séparation entre le patrimoine affecté à l'activité professionnelle et le patrimoine privé de l'entrepreneur. Celui-ci est donc, avec tout son avoir, responsable des engagements de son entreprise.

Ceci n'est pas exempt de risques, par exemple en cas de faillite d'un client important. Ses dettes peuvent être récupérées sur l'ensemble des biens de l'entrepreneur et ce, tant sur ses biens mobiliers qu'immobiliers, présents ou futurs.

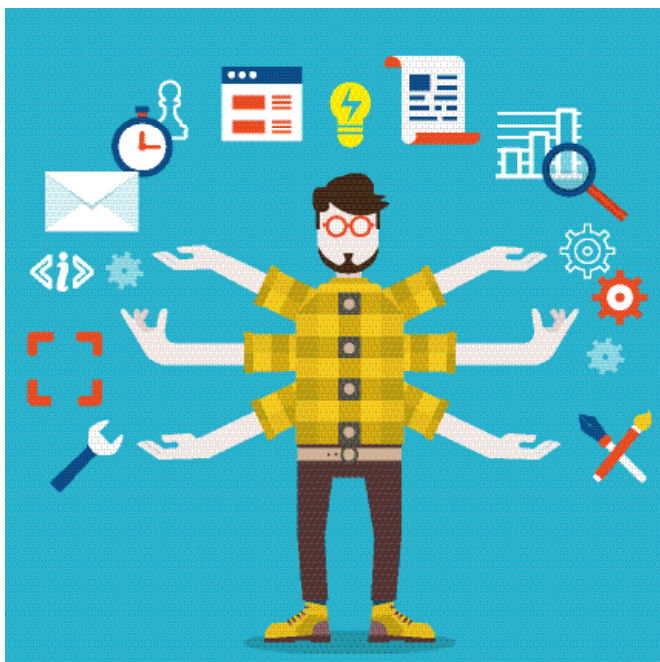
Le patrimoine du conjoint peut éventuellement aussi devoir être affecté au paiement des dettes de l'entreprise à moins qu'une convention matrimoniale n'en dispose autrement.

Ce risque a été quelque peu réduit par une mesure entrée en vigueur en juin 2007 qui permet de rendre insaisissable, moyennant le respect de certaines conditions, la résidence principale du travailleur indépendant. Seules les personnes physiques qui exercent une activité indépendante à titre principal en Belgique peuvent profiter de cette protection.

La résidence principale représente l'immeuble où, dans les faits, le travailleur indépendant séjourne durant la majeure partie de l'année.

Dans une société

Dans une société, il y a une séparation entre les biens de l'entreprise et les avoirs de l'entrepreneur. Une partie du patrimoine peut donc être soustraite au risque entrepreneurial. Dans les sociétés à responsabilité limitée (SA, SPRL, SCRL), l'associé ne répond des dettes de l'entreprise qu'à concurrence de son apport, c'est-à-dire du capital



Quel statut choisir

qu'il a investi dans la société. Ceci implique que les créanciers de la société ne peuvent pas entamer le patrimoine personnel de l'entrepreneur. Les avoirs personnels du chef d'entreprise et des associés se trouvent donc protégés.

Dans certains cas, la responsabilité peut néanmoins être engagée. C'est notamment le cas lorsque la société est déclarée en faillite dans les trois ans suivant sa création et si l'apport en capital était manifestement insuffisant pour assurer le fonctionnement normal de la société pendant deux années.

Dans les sociétés à responsabilité illimitée (SNC, SCS, SCRI), les associés mettent leur propre patrimoine en garantie des dettes éventuelles de la société. Si la société est dans l'impossibilité d'honorer ses dettes, ses créanciers peuvent poursuivre le paiement de leur créance sur le patrimoine privé des associés.

Régime fiscal

Les bénéfices d'une entreprise individuelle sont soumis au régime de l'impôt des personnes physiques. Cet impôt est progressif, les bénéfices importants sont donc plus lourdement taxés.

En principe, une société est imposée dans le régime de l'impôt sur les sociétés, qui est moins élevé et moins progressif. Si les bénéfices de l'entreprise sont importants, il est fiscalement avantageux d'être imposé dans ce régime.



Appel de fonds

Une entreprise a besoin de moyens financiers. Or, les possibilités d'une personne isolée sont habituellement limitées sur ce plan. Une société offre précisément la possibilité juridique d'attirer des partenaires qui souhaitent investir du capital à risque dans l'entreprise. Ces bailleurs de fonds participent ainsi par la suite aux futurs bénéfices de l'entreprise.



La coopération avec un ou plusieurs associés

La formule de la société permet d'attirer des partenaires qui, outre leur apport en capital, peuvent également s'engager activement pour la société. Le droit des sociétés permet en effet de définir juridiquement la coopération avec un ou plusieurs partenaire(s). Les statuts stipulent les conventions passées en matière de gestion, de développement, etc.

Continuité de l'entreprise

La continuité d'une entreprise est un facteur important, en particulier dans les entreprises familiales. Des problèmes peuvent en effet se poser lorsque le fondateur désire céder son entreprise ou s'il décède.

Dans une entreprise individuelle

La propriété et la gestion de l'entreprise ne font qu'un de sorte qu'une telle entreprise ne peut être transmise que par la cession de l'affaire.

Si l'entrepreneur décède, le droit successoral implique que le fonds peut être partagé entre plusieurs héritiers. Cette situation peut entraîner une grande incertitude pour un héritier qui collaborait déjà à la gestion de l'entreprise avant le décès de l'entrepreneur-proprétaire.

Dans une société

La propriété et la gestion peuvent être séparées. Le fondateur et sa société sont des personnes juridiquement distinctes. De ce fait, l'existence de la société n'est pas compromise si le fondateur décède ou lorsqu'il souhaite céder son entreprise.

Les parts (actions) qui représentent le patrimoine de la société changent simplement de propriétaire. Les statuts peuvent fixer les règles du jeu entre héritiers.

dessinez l'avenir de votre établissement avec Resto Box

Création
des menus
et tarifs

Gestion des
commandes

Caisse enre-
gistreuse

Perception
des
paiements



NOUVEAU

Worldline lance **Resto Box**, la solution complète pour votre établissement Horeca qui prend tout en charge : du suivi des commandes au paiement électronique.

La caisse certifiée avec Fiscal Box GRATUITE (offre temporaire) !

***Votre avantage
380 €**



Contactez dès maintenant Worldline au **02 727 70 00** et mentionnez **SDI** pour profiter de cette offre !

Pour plus d'info, surfez sur resto-box.be



worldline
e-payment services

an atos company

40 ans d'expérience des transactions électroniques !

Nos membres nous le disent souvent : les comportements d'achat évoluent tout le temps. Les schémas de paiement aussi... Et l'indépendant, dans tout cela ? A-t-il du mal à suivre ? Pas forcément, puisque des solutions existent. Worldline, le leader européen des paiements et des services transactionnels, nous a ouvert ses portes... et révélé de sérieux atouts pour les indépendants !

Worldline ? Le leader du marché. Il faut dire que cet acteur essentiel du secteur du paiement s'appuie sur 40 ans d'expérience des transactions électroniques au sein d'un marché en perpétuelle mutation.

De quoi offrir au consommateur final – mais aussi à vous, indépendants – des solutions de paiement novatrices, aussi fluides que conviviales. Un chiffre pour situer : plus de 1,2 milliard de transactions Bancontact/ Mister Cash en Belgique en 2014. Mais Worldline, c'est infiniment plus que la fameuse carte de débit favorite des Belges. C'est tout d'abord la passion du métier, ensuite de nombreuses solutions de paiement tous azimuts, trop en tout cas pour les aborder toutes ici. Alors, voici quelques échantillons, autres que les traditionnels terminaux de paiement que nous avons sélectionnés pour vous !

Deux solutions clé-sur-porte

Simplifier le processus de paiement pour l'utilisateur final et pour le commerçant : le principe est simple et le confort qu'il apporte stimule vraiment les ventes. Retenons ici deux solutions clé-sur-porte que Worldline a développées dans ce sens.

Resto Box, la solution complète pour l'Horeca

À première vue, c'est une simple application sur tablette. Mais à y regarder de plus près, Worldline a développé un système de caisse révolutionnaire. Fruit d'une collaboration avec Lightspeed, Resto Box (c'est son nom) joue au chef d'orchestre dans les établissements Horeca. Jugez-en : prise en charge et suivi des commandes, gestion du stock, des menus et des tarifs et, bien entendu, les paiements électroniques. Le personnel d'un restaurant jongle avec une solution qui allie modernité, qualité et convivialité. Resto Box est modulaire et extensible selon les besoins. Avec ou sans paiements intégrés. À propos, l'application est totalement compatible avec la fameuse boîte noire que le gouvernement impose au secteur de la restauration.

OmniShop Webstore, l'e-commerce à la portée de tous

Le développement des paiements électroniques s'explique notamment par la popularité croissante de l'e-commerce. Nous le savons bien : le commerce en ligne effarouche encore beaucoup de commerçants. À tort. Une solution e- et m-commerce peut être à la fois simple et complète. Nous l'avons testée. Quelques clics suffisent pour créer votre propre boutique en ligne avec le look and feel qui vous plaît ou, mieux encore, qui plaît à vos clients. Tous les schémas de paiement sont au rendez-vous. Worldline garantit la sécurité, entre autres par



des mises à jour automatiques. Nous avons particulièrement apprécié la qualité de l'expérience utilisateur : avec OmniShop, votre webshop fonctionne à la perfection sur tout appareil, mobile ou en ligne.

La sécurité : une obsession !

Le SDI a pu visiter le 'Bridge' de Worldline, la salle de contrôle hautement sécurisée qui assure le monitoring de toutes les transactions de paiement Worldline en Belgique. Tous les aspects du paiement électronique y sont suivis en temps réel, jour et nuit, sept jours par semaine. Les équipes s'y relaient en permanence pour scruter les débits et types de transactions. Et pour plus de sécurité encore, les installations de contrôle de Worldline sont redondantes, histoire de mieux faire face aux incidents.

Cet aspect a tout particulièrement retenu notre attention, car si nous comprenons que la technologie ne peut être infaillible, nous avons néanmoins vérifié que tout était mis en place pour limiter le risque au maximum. Ainsi, toutes les procédures (humaines et techniques) subissent des tests réguliers pendant l'année.

**PLUS D'INFORMATIONS
SUR CES DEUX PRODUITS ?**

Surfez sur resto-box.be
ou omnishop.be



Syndicat des
Indépendants
& des PME

INDEPNDANT
& NTREPRISE

Vous souhaitez toucher plus de **30.000 chefs d'entreprise** et **indépendants** membres du SDI partout en Belgique ?

Contactez sans attendre la régie publicitaire des magazines **Indépendant & Entreprise** et **Ondernemer & Zelfstandige** et des sites web **www.sdi.be** et **www.sdz.be** afin de connaître les différentes formules tarifaires pour y placer votre publicité !



VOTRE CONTACT :

Carole MAWET (régie publicitaire)

Tél. : +32 81 40 91 59

GSM : +32 497 22 44 45

carole.mawet@expansion.be

4 conseils pour garder votre bureau en ordre

Pour beaucoup de chefs d'entreprises, les formalités administratives constituent un véritable casse-tête. Le bon archivage du travail réalisé est souvent négligé. Cependant, archiver est indispensable pour avoir un lieu de travail rangé et un esprit clair. Si vous ne savez pas par où commencer, voici quelques conseils pratiques...



Récemment, Tom Bouman, Category Manager Archivering bij Office Depot, a diffusé quatre conseils intéressants pour vous aider à garder votre bureau en ordre.

1. Créez une organisation logique

Une bonne archive repose sur un système logique. Dans un bon système, vous n'avez besoin que de quelques secondes pour savoir à quel dossier appartient quelque chose. Commencez d'abord par créer un nombre de catégories principales évidentes, et divisez-les ensuite en sous-catégories. Veillez à ne pas trop les affiner non plus, sinon vous perdrez le fil.

Les structures les plus souvent utilisées sont chronologiques (par mois par exemple) ou alphabétiques. Soyez prudent avec la catégorie 'divers'. Si vous l'utilisez beaucoup, alors elle est trop large et doit être adaptée.

L'utilisation d'étiquettes est un moyen pratique pour une organisation logique. Assurez-vous qu'elles soient bien lisibles ou utilisez une imprimante d'étiquette. Si vous choisissez d'utiliser des abréviations, créez un document dans lequel vous les enregistrez afin que vos collègues sachent aussi ce que signifie "2014 pr adm int".

2. Associez les archives physiques aux digitales

À l'ère du numérique, nos archives ne comprennent plus de papier. La plupart des documents sont réalisés et conservés de manière numérique. Ce sont surtout les documents papier signés qui doivent être conservés comme compléments au dossier numérique. Veillez donc à ce que les archives papier et digitales soient catégorisées de manière similaire. Pensez aussi à organiser votre messagerie comme vos dossiers sur votre ordinateur. Par exemple, si vous cherchez un document signé dans un e-mail, vous pouvez ainsi le retrouver.



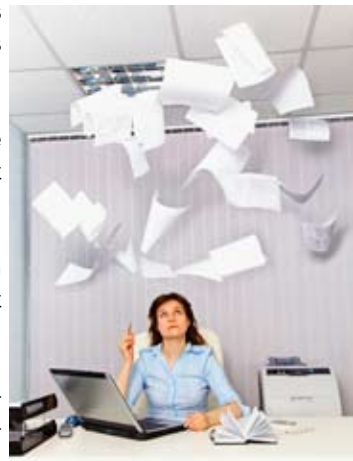
3. Conservez seulement l'essentiel

Jeter des documents, des lettres et des signatures peut être angoissant.

Si un projet ou une activité est encore en cours, c'est mieux de ne pas le faire.

Lors du nettoyage de fin d'année par contre, c'est bien d'être plus critique.

Archivez seulement les versions définitives, et occupez-vous de dossiers complets. Les brouillons, les signatures et les documents volants vont à la poubelle.



4. Organisez votre lieu de travail avec des produits d'archive adéquats

Si vous classez quotidiennement vos documents sur votre bureau, l'archivage est plus facile à suivre.

L'avantage supplémentaire est que le travail est plus agréable sur un bureau rangé. Choisissez une organisation en petites boîtes à lettres ou dossiers qui est pratique pour vous.



Idéalement, cette structure suit celle de vos archives (digitales). Utilisez le moins possible une boîte ou dossier par projet.

Si vous avez déjà une pile de documents sur votre bureau, vous pouvez créer rapidement de l'ordre grâce à des petites boîtes.

Pour de plus grands projets, les classeurs avec des intercalaires logiques sont la meilleure solution. Placer une boîte d'archive dans un coin est pratique pour ranger immédiatement des projets terminés.

Cela permet de garder votre bureau vide et vous épargne du travail lors du rangement de fin d'année.

Tout savoir pour créer votre boutique en ligne

Régulièrement, des membres du SDI nous contactent pour nous demander des renseignements au sujet du lancement d'une boutique en ligne. Tous d'horizons différents, de secteurs différents. Un point commun entre tous ces membres : ils ignorent à quoi s'attendre. Un ouvrage intéressant vient de paraître qui répond à toutes ces questions. En voici quelques extraits choisis...

Pour guider les indépendants, TPE et PME à se lancer dans le e-commerce, le livre "E-commerce, Tout savoir avant de créer sa boutique en ligne" fourmille de conseils techniques à lire avant de se lancer. Ci-après, un extrait du premier chapitre de la première partie du livre : « Réussir votre projet ».

Les raisons de l'échec d'un site e-commerce

Votre produit ne se prête pas à la vente en ligne

Contrairement à ce que l'on imagine, aujourd'hui rares sont les produits que l'on ne peut vendre sur Internet.

Il y a quelques années de cela, personne n'aurait imaginé acheter des produits frais sur le Web. Et pourtant, c'est devenu monnaie courante. Toutes les grandes enseignes disposent d'une boutique virtuelle qui permet d'acheter de la salade ou du lait : www.auchandirect.fr pour Auchan, "drive" et "ooshop" pour Carrefour, www.shop-delhaize.be pour Delhaize (Belgique), etc.

Il en va de même pour les vêtements, les médicaments (légaux), les vélos, les voitures... Tous ces produits sont disponibles et fortement vendus sur la Toile. Bien sûr, il existe des exceptions.

Rares, en effet, sont les clients qui vont acheter un yacht ou une fusée sur Internet. Ce n'est donc pas le produit en lui-même qui ne se prête pas à la vente en ligne, mais le contexte dans lequel l'e-commerçant le situe.

Le contexte de vente n'est pas suffisamment favorable

Il n'existe aucune formule magique pour vous confirmer que tel produit se vendra bien tandis que tel autre aura plus de difficultés. En analysant les divers éléments qui l'entourent, vous pourrez déjà vous faire une idée de la pertinence de votre projet. Posez-vous les bonnes questions : le produit est-il unique ? Innovant ? Intéressant ? Existe-t-il une concurrence ?

Si en recherchant ce produit sur Internet vous trouvez de nombreuses réponses, cela signifie probablement que vous devrez en permanence vous battre pour réussir. Peu importe que les réponses proviennent de votre région ou pas, de France ou de Chine. L'e-commerce se soucie peu des frontières.

Quelle est la valeur ajoutée de mon site de vente ? Pourquoi les clients achèteraient-ils chez moi plutôt que sur l'e-boutique de mon voisin, de mon concurrent ? La logistique est-elle réaliste ? Les frais d'expédition du produit



correspondent-ils à sa valeur réelle ? Si le produit, ou la gamme de produits, que vous souhaitez commercialiser est unique, innovant, intéressant, que peu de concurrence existe dans ce domaine, que le prix demandé est attractif, et si l'expédition peut se faire à moindre coût, alors votre idée a des chances de réussir.

En revanche, si votre projet consiste à vendre à prix standard un produit totalement commun, déjà disponible en masse sur Internet à des prix défiant toute concurrence, ou si le prix du transport est élevé par rapport à la valeur de vente, alors il y a de fortes chances que vous rejoigniez les statistiques des 80% des sites qui n'atteignent pas l'objectif fixé.

Pour que le contexte soit positif, vous devez obligatoirement vous distinguer des autres e-commerçants. Par exemple en proposant un prix hyper attractif, ou par le caractère unique de votre produit, des délais hors du commun, un service d'exception, etc.

Votre boutique en ligne n'est pas visible

Imaginons que vous habitiez dans une vieille demeure restaurée, isolée, mais pas très loin d'un superbe petit village du Limousin. Vous venez d'inventer une paire de ciseaux révolutionnaires que vous décidez de fabriquer dans votre grange, puis de mettre en vente dans l'ancienne annexe de votre propriété. Pensez-vous que placer simplement une pancarte à l'entrée de l'allée qui mène à votre annexe suffira à vous apporter le succès ? Certainement pas.

Il en va de même pour votre projet Internet. Votre produit peut avoir toutes les qualités requises, un prix attractif, une logistique facilement gérable, si votre boutique n'est pas connue, si elle n'est pas référencée, vous n'avez aucune chance de réussir. Car sans référencement, personne ne connaîtra votre boutique, personne n'achètera votre produit.

Votre boutique e-commerce manque de professionnalisme

Lorsqu'un internaute effectue une recherche sur un moteur comme Google ou Yahoo!, s'il trouve votre site dans les trois premiers résultats, il est probable qu'il cliquera sur le lien proposé. Une fois la page d'accueil de votre boutique affichée, cet acheteur se fera une opinion sur vous en moins d'une seconde. Vous avez une seconde pour le convaincre.

Pour qu'il reste sur votre site, qu'il s'intéresse à votre société, qu'il clique sur la fiche du produit recherché, et qu'enfin il se décide à acheter, il est impératif que votre boutique soit parfaite à tous les niveaux : ergonomie, images, textes, modes de paiement sécurisés, clarté du calcul des frais de livraison, etc. Il suffit d'un seul doute, et l'acheteur quittera votre site pour en visiter un autre.

Dans le jargon de l'e-commerce, un visiteur qui vient sur votre site, le parcourt et se décide à acheter se définit par le terme « *conversion* ». Le « *taux de conversion* » est un repère très important pour vous situer par rapport au marché, à vos concurrents. Il représente les parts de visites ayant abouti à un achat.

Les investissements prévus ne sont pas suffisants

Contrairement aux idées que certaines agences web transmettent à leurs clients, la mise en production d'un site e-commerce demande de nombreux investissements.

L'investissement financier initial

Bien souvent, pour les PME, la programmation du site se base sur des solutions open source. Il s'agit de programmes libres, que l'on peut trouver gratuitement sur Internet, comme PrestaShop, Magento, VirtueMart, etc.

Comme vous l'aurez constaté, nulle part dans les points précédents nous n'avons parlé technique, programmation ou code informatique, car tout cela importe peu. En revanche, vous devrez consentir un investissement financier important pour paramétrer cette boutique, pour qu'elle reflète votre société, votre produit, votre passion. Pour que votre charte graphique soit cohérente, que vos couleurs soient harmonieuses et vos textes lisibles sur la plupart des navigateurs.

Dans un premier temps, vous devez rédiger un cahier des charges qui décrira votre projet et délimitera les frontières de votre demande : produits, catégories, langues utilisées, couleurs, logo, modes de paiement, expédition de la marchandise. Ce cahier des charges sera ensuite transmis à une équipe de développement pluridisciplinaire (graphistes, développeurs, spécialistes en référencement) qui réalisera votre projet.

Pour vous donner une idée de ce que représente financièrement cette première étape, sachez que vous devez vous attendre à une fourchette comprise entre 5.000 et 30.000 euros. Ce qui n'est pas indolore pour une PME.



L'investissement humain initial

La fourchette de prix citée ci-dessus pour la réalisation de votre site ne comprend nullement l'encodage des données. Si vous avez un seul produit à vendre, cela ne vous prendra pas trop de temps. Mais si vous en avez 50, 100 ou 150 à placer sur votre boutique, il vous faudra compter en semaines de travail pour catégoriser, trier, trouver les descriptions, les images, encoder les données descriptives (dans une ou plusieurs langues), les prix, les poids, etc. Vous aurez également à vous soucier d'inclure d'autres textes sur votre boutique, comme les CGV (conditions générales de vente), la présentation de la société, son historique, les avantages à acheter sur votre site, le mode de calcul des frais de transport, etc.

E-commerce, Tout savoir avant de créer sa boutique en ligne

Par Bernard Eben – Broché (243 pages) – 24,90 euros.

Disponible via de nombreux sites de vente en ligne (Amazon, Fnac, Decitre, Eyrolles...). Également en version numérique téléchargeable.

10 exemplaire du livre gratuits pour les membres du SDI !



Le sujet vous intéresse ?
Faites-le nous savoir sans tarder.

Nous avons 10 exemplaires de l'ouvrage à distribuer gratuitement aux membres du SDI.

Contactez-nous avant le 20 mars 2015
par téléphone (02/652.26.92),
par fax (02/652.37.26)
ou par e-mail (info@sdi.be)
afin de participer à notre tirage au sort !

“Quelles sont mes obligations en matière d'outplacement ?”

Mr B.S. de Soignies nous demande : « *Je compte prochainement me séparer d'un membre de mon personnel. Celui-ci me signale que j'aurai des formalités à accomplir pour son outplacement. Pouvez-vous m'expliquer ce que prévoit la législation à ce sujet ?* »



Le but de l'outplacement est de fournir au travailleur licencié des outils lui permettant de retrouver un travail. Il s'agit d'un outil de reclassement professionnel qui se définit comme un ensemble de services et de conseils de guidance fournis individuellement ou en groupe par un prestataire de services, pour le compte d'un employeur, afin de permettre à un travailleur de retrouver lui-même et le plus rapidement possible un emploi auprès d'un nouvel employeur ou de développer une activité professionnelle en tant qu'indépendant.

Les reclassements professionnels peuvent être imposés par la loi ou être volontaires (en-dehors d'une obligation légale).

1. Les reclassements professionnels imposés par la loi

La loi prévoit trois types de reclassement professionnel :

- le régime général de reclassement professionnel ;
- le régime particulier de reclassement professionnel pour les travailleurs d'au moins 45 ans ;
- le régime spécifique de reclassement professionnel en cas de gestion active des restructurations.

Le problème est de savoir quel régime il faut appliquer lorsqu'un travailleur est licencié.

Pour répondre à cette question, il faut tenir compte des éléments qui suivent.

- Le régime général de reclassement professionnel a une portée très large. Il faut l'appliquer si :
 - le travailleur est licencié à partir du 1^{er} janvier 2014,
 - il n'est pas licencié pour motif grave,
 - et il a droit à un délai de préavis d'au moins 30 semaines ou à une indemnité de congé correspondante.

A noter que l'âge du travailleur licencié n'a aucune importance. Peu importe par ailleurs que l'employeur et le travailleur relèvent du secteur privé ou du secteur public.

- Le régime particulier de reclassement professionnel pour les travailleurs d'au moins 45 ans a une portée plus restreinte. Il ne faut l'appliquer que si :
 - l'employeur du travailleur licencié relève du secteur privé,
 - le travailleur n'est pas licencié pour motif grave,
 - le travailleur a droit à un délai de préavis de moins de 30 semaines ou à une indemnité de congé correspondante,
 - il est âgé d'au moins 45 ans au moment du licenciement,
 - et il compte au moins un an d'ancienneté de service interrompue dans l'entreprise au moment du licenciement.
- Le régime spécifique de reclassement professionnel en cas de gestion active des restructurations ne doit être appliqué que si le travailleur licencié bénéficie de la procédure de gestion active des restructurations.

A noter que, dans cette situation, il faut appliquer le régime spécifique de reclassement professionnel en cas de gestion active des restructurations, même si le travailleur licencié remplit les conditions pour bénéficier du régime général ou du régime particulier de reclassement professionnel.



2. Le reclassement professionnel volontaire (qui n'est pas imposé par la loi)

Ce régime de reclassement professionnel n'est d'application que lorsqu'un employeur choisit d'offrir volontairement un reclassement alors qu'il n'y est pas obligé par la loi. Il est réglé par la convention collective de travail (C.C.T.) n° 51.

“Puis-je travailler pendant mon incapacité de travail ?”

Mr T.P. de Bruxelles nous demande : « *Je suis reconnu en incapacité de travail depuis quelques mois, mais je me sens capable de reprendre partiellement mon métier. Est-ce possible ? Comment dois-je procéder pour être en règle ?* »

Vous souhaitez exercer un autre travail

Moyennant l'autorisation préalable du médecin-conseil, vous pouvez exercer un travail différent de l'activité professionnelle que vous exerciez à titre d'indépendant.

Ce travail doit viser votre reclassement. Le médecin-conseil peut donner une autorisation pour six mois, qu'il pourra ensuite renouveler au maximum une fois pour six mois. La durée maximale s'élève donc à 12 mois. Il importe de demander l'autorisation au préalable.

Si le médecin-conseil accède à votre demande, vous recevrez une autorisation écrite de sa part. Ce n'est qu'alors que vous pourrez entamer l'exercice de l'activité.

Vous souhaitez reprendre votre travail précédent.

Exercice de votre travail précédent dans le but de promouvoir votre reclassement

Moyennant l'autorisation préalable du médecin-conseil, vous pouvez reprendre progressivement votre ancienne activité indépendante précédente, à condition que la reprise du travail ne comporte aucun risque pour votre santé.

Le médecin-conseil peut autoriser la reprise du travail au plus tôt à partir du deuxième mois de votre incapacité de travail. Le médecin-conseil peut donner une autorisation pour six mois, qu'il pourra ensuite renouveler au maximum deux fois pour six mois.

La durée maximale s'élève donc à 18 mois. Vous ne pouvez reprendre votre travail qu'après avoir reçu l'autorisation écrite du médecin-conseil.

Exercice de votre travail précédent dont le but n'est pas de promouvoir votre reclassement

Pendant la période d'incapacité primaire (c'est-à-dire durant la première année d'incapacité de travail), vous pouvez reprendre partiellement votre ancienne activité indépendante précédente avec l'autorisation préalable du médecin-conseil de votre mutualité, à condition que la reprise du travail ne comporte aucun risque pour votre santé.

En outre, cette autorisation ne peut vous être octroyée qu'à partir du deuxième mois d'incapacité de travail. En tant que titulaire invalide (autrement dit, si vous avez été reconnu incapable de travailler pendant



plus d'un an), vous pouvez, moyennant l'autorisation préalable du Conseil médical de l'invalidité (CMI) de l'INAMI, reprendre partiellement votre ancienne activité indépendante précédente, à condition que la reprise du travail ne comporte aucun risque pour votre santé.

Aucune durée maximale n'est prescrite. Vous ne pouvez reprendre votre travail qu'après avoir reçu l'autorisation écrite du médecin-conseil / du CMI.

Vous êtes reconnu comme invalide.

En tant que titulaire invalide (autrement dit, si vous avez été reconnu incapable de travailler pendant plus d'un an), vous avez, outre les 2 possibilités précédentes, une troisième possibilité de reprendre le travail. Moyennant l'autorisation préalable du Conseil médical de l'invalidité (CMI) de l'INAMI, vous pouvez progressivement reprendre votre ancien travail comme indépendant à condition que la reprise du travail ne comporte aucun risque pour votre santé.

La reprise ne doit pas viser votre reclassement. Aucune durée maximale n'est prescrite.

DICOTA

Protect
your world



tassen | tablethoezen | accessoires | mobile office solutions
sacoches | accessoires tablette | solutions intégrées

DICOTA BeLux +32 475 897 359 +32 11 960 090
laurent.cauwel@dicota.com

www.dicota.com

Vous avez dit "utilitaire" ?...

Les chiffres en attestent à suffisance : les véhicules utilitaires légers ont le vent en poupe. Et leurs marques respectives ne boudent évidemment pas le succès de leurs breaks et autres camionnettes.



Nouveau Fiat Doblo Cargo : 2 emplacements, 2 hauteurs, une tonne et 5m3 de charge utile

La réussite des utilitaires légers, certes dictée par des impératifs professionnels de transport, voire par des motivations dues aux loisirs, est aussi à porter en compte au standing de ces engins. Ils disposent (presque) tous de moteurs coupleux, d'une tenue de route sûre et d'un niveau de confort et d'ergonomie qui ferait pâlir certaines berlines.

Et c'est bien ainsi. Ceci s'explique peut-être également par l'ADN de ces "transporteurs" : bien souvent, ils dérivent en droite ligne d'un véhicule particulier. Voire, ils se proposent en version tôlée pour le business et en vitrée pour le transport de personnes.

Sans aucunement dresser la liste (incomplète) des offres des principaux constructeurs, nous allons tenter de vous indiquer la voie la plus simple. Comme pour un véhicule exclusivement dédié au déplacement de nos congénères, il convient d'opter pour un encombrement hors-tout et un volume de chargement qui collent très précisément au type et lieu d'activité (kilométrage annuel, nombre de sièges passagers, attirance pour le constructeur, budget,...) du futur acheteur.

Car point besoin d'un fourgon tels les Citroën Jumpy ou Jumper, Fiat Scudo, Ford Transit, Opel Movano ou Vivaro, Peugeot Expert ou Boxer, VW Crafter ou Transporter si une fourgonnette comme une Citroën Berlingo, une Dacia Dokker ou Logan, une Fiat Qubo ou Doblo, Ford (Grand) Tourneo Connect, Hyundai H1, Mercedes Citan, Nissan NV 200, Opel Combo, une Peugeot Bipper ou Partner, une Renault Kangoo, une Seat Leon Van, une VW Caddy peuvent suffire... Et surtout convient-il

de ne pas oublier les breaks (Peugeot 308, Renault Clio, Seat Ibiza, Skoda Fabia,...) dont certains sont à même de suffire au parfait exercice de moult tâches. Le véhicule neuf ou d'occasion choisi, il importera de choisir son mode d'achat : emprunt, leasing, renting,...

Pour vous guider, jetez donc un coup d'œil sur les marques les plus courtisées de l'année écoulée en Belgique. Sûr que vous y trouverez votre bonheur.

Le coût des utilitaires

En 2020, les véhicules utilitaires ne produiront quasi plus d'émissions, consommeront peu et seront silencieux.

Cet aboutissement couronnera les efforts permanents des constructeurs pour réduire drastiquement les nuisances environne-

mentales provoquées par l'ensemble des véhicules utilitaires que sont les camionnettes légères et les poids lourds.

Constatation : le marché voit apparaître un nombre sans cesse croissant de véhicules hybrides et de camionnettes équipées de piles à combustible. Idéal pour la distribution de marchandises dans un environnement urbain.

Emissions, consommation et bruit concentrent tous les efforts des constructeurs... Echappement plus propre, injection améliorée, filtre à particules,... La propreté et le développement durable ont un coût incontournable.

Quelques chiffres...

Le nombre de camionnettes neuves immatriculées en 2014 est presque identique à celui des véhicules particuliers, puisqu'il enregistre une baisse de ...0,09 %. Parmi les 31 importateurs et les 64 marques distribuées, ce sont Renault (8852, +5,41%), Citroën (7598), Peugeot (6630), Ford (6181, + 20,68%) et VW qui s'en sortent le mieux. Mercedes (4971), Opel (3072), Fiat (3062), Toyota (1215) et Nissan (1106) complètent le top 10 des inscriptions auprès de la DIV.

Les immatriculations de camions de moins de 16 tonnes ont également connu un regain en décembre (+4,7%) pour clôturer l'année en légère hausse (+1,3%). Les camions de plus de 16 tonnes ont eux enregistré un sérieux recul en décembre (-40,4%) mais terminent néanmoins 2014 dans le vert (+2,1%).

Bob Monard

Comment financer votre nouveau véhicule ?

Prêt bancaire, renting ou leasing?... Comment choisir la formule la mieux adaptée à votre situation professionnelle ?

Voici les caractéristiques principales des 3 modes de financement traditionnels :

Renting

L'option d'achat doit être supérieure à 15% du prix d'achat du bien financé. En comptabilité, ce renting sera considéré comme une location.

Les loyers ou remboursements sont directement pris en charge, contrairement aux autres moyens de financement où la prise en charge se fait par amortissement en 3, 4 ou 5 ans suivant la nature du bien acquis.

Les mensualités sont soumises à la TVA.

Leasing

L'option d'achat doit être inférieure à 15% du prix d'achat. Le bien acquis doit être amorti en 3, 4 ou 5 ans suivant la nature du bien. Comme pour le renting, les mensualités, capital et intérêts, sont soumis à la TVA.

Prêt bancaire traditionnel

L'amortissement du bien acheté se fera sur 3, 4 ou 5 ans selon le bien.

Leasing or not leasing ?...

Si vous changez de véhicule neuf à court terme, la location s'indique. Cependant, vous n'êtes évidemment pas propriétaire dudit véhicule ...même si le bail prévoit une option d'achat puisque la carte grise est au nom du bailleur. Il est aussi recommandé de prendre en considération le nombre de kilomètres annuellement parcourus, car les

baux précisent le kilométrage – à la grosse louche 20.000 km à l'essence et 30.000 km au mazout - dont le dépassement est facturé. Ainsi que le taux d'intérêt du leasing : intéressant entre 1 et 2%, mais pas au-delà de 8%. En résumé, on dira que si le leasing est incontestablement indiqué pour les gros rouleurs, il l'est nettement moins pour les particuliers. D'autant s'ils ne sont pas assujettis à la TVA.

On ajoutera que le leasing n'est pas spécialement approprié à ceux qui disposent du capital pour acheter comptant un véhicule.

Il faut également avoir à l'esprit que l'organisme bailleur (banque, société de leasing,...) demeure propriétaire du véhicule dont tous les frais (entretien, pneus, carburant, assurances, réparations) restent à charge du preneur qui s'acquittera en outre d'une caution (+/- 10% du prix net) récupérable "en fin de parcours". Idéalement, elle se rapprochera le plus du montant de l'option d'achat.

Un avantage financier à opter pour le leasing réside dans le fait que les loyers sont souvent moins onéreux que les mensualités d'un crédit classique, du fait qu'ils tiennent compte de la valeur résiduelle du véhicule. Même si le coût total du leasing s'avère plus lourd.

Par contre, le locataire peut ajuster ses loyers lors de l'élaboration du contrat afin de les adapter à ses besoins et disponibilités financières. Le budget est donc arrêté et exclut tout dépassement. Attention aussi à conserver le véhicule en parfait état : tout dégât (intérieur et/ou extérieur) doit être colmaté.

Une série de mesures que ne prévoit pas un achat à crédit : être propriétaire autorise bien des choses ...même si elles ne correspondent pas à un usage de bon père de famille !

Bob Monard

Nouvelle Opel CorsaVan : déjà 571 kg et 920 litres de charge utile !



terminaux et transactions en toute sécurité

Parce que chaque seconde compte, il est essentiel de choisir un partenaire de confiance. En choisissant **Worldline**, **nouveau partenaire SDI**, vous optez pour **40 ans de savoir-faire** dans le domaine du paiement électronique. Avec des terminaux durables - fixes ou portables - pour votre commerce, ou une solution tout-en-un pour votre boutique en ligne.



YOMANI

terminal de comptoir
adapté à chaque
commerce

Exclusivité SDI
À partir de
~~795 €~~ **390 €**
+ 18 x 10 €/mois*



YOXIMO

terminal portable
pour tous vos
déplacements

- ▶ **durable** et **faible consommation**
- ▶ paiements **sans contact** (NFC), puce ou bande magnétique
- ▶ équipés de wi-fi, Bluetooth, 3G/2G, internet ...
- ▶ acceptent **toutes les cartes de paiement** ainsi que les cartes d'identité, cartes prépayées, chèques-repas, cartes de fidélité ...

Contactez dès maintenant Worldline au 02 727 70 00
et mentionnez SDI pour profiter de cette offre !

* prix du modèle de base du YOMANI avec imprimante.



worldline
e-payment services

“Ma passion : servir une bonne cuvée, pas réparer la TV du bar”

Bossez sans souci. Restez concentré sur votre métier,
pas sur vos télécoms. Proximus offre à tous ses clients
professionnels un **helpdesk technique accessible**
24h sur 24, 7 jours sur 7.

Découvrez nos garanties professionnelles
sur proximus.be/bossersanssouci



proximus
Infiniment proche